

GAZ DE SCHISTE

Encore l'opacité

Au moins sur un point, les choses se clarifient : le gouvernement est déterminé à exploiter les gaz de schiste !

Il est intéressant d'observer la stratégie de communication que le gouvernement met en œuvre pour faire passer son choix. Les quelques interventions d'explication de l'option d'exploitation des gaz de schiste s'articulent autour de cinq arguments :

1. La demande énergétique intérieure connaît une forte croissance.
2. Garantir les besoins de financement de l'économie nationale à moyen et long terme.
3. Hassi Messaoud est un gisement non-conventionnel
4. L'eau de l'Albien est déjà utilisée par l'industrie pétrolière
5. Il n'y a pas de dangers environnementaux.

L'ensemble de ces «arguments» ont en commun leur totale incurie stratégique. Ce qui explique que, pris séparément ou dans leur globalité, ils heurtent l'intérêt national et lui portent atteinte.

Culpabiliser les citoyens

La forte croissance de la demande énergétique est assénée comme un argument majeur. Mais cette hausse n'est aucunement interrogée. La demande énergétique intérieure algérienne est loin d'être tirée à la hausse par une dynamique économique. C'est la consommation des ménages qui fait exploser cette demande. Multiplication par six du volume du parc automobile et démultiplication de la demande électrique liée aux besoins de climatisation en été, et de chauffage en hiver.

Dans le meilleur des cas, il faut relever que l'Etat est totalement défaillant dans l'orientation de l'évolution des secteurs du transport et de l'habitat. Le choix du «tout voiture particulier», assis sur l'importation de véhicules, ne pouvait que faire exploser la demande de carburants. Ce qui occasionne une hausse de la demande énergétique dans un segment où l'offre est dépendante de l'importation des produits pétroliers ! La défaillance de l'Etat est tout aussi fla-

grante en matière d'évolution de la demande d'électricité, tirée vers la hausse par l'évolution des besoins de climatisation et chauffage. Il suffirait d'évaluer l'efficacité énergétique de nos habitations pour prendre la mesure de l'ignorance de nos «pouvoirs publics». Les logements qui se construisent dans notre pays sont des bicoques d'un autre temps.

Si la demande des particuliers est bien à l'origine de l'explosion de la demande intérieure d'énergie, il n'en reste pas moins que la responsabilité incombe entièrement au gouvernement. Cela rend l'utilisation de cet argument, pour justifier des choix douteux, particulièrement abjecte.

Corrompre les consciences

L'autre argument facétieux est de considérer que les Algériens adhèrent aux choix de continuer à assurer le financement de l'économie «à moyen et long terme» par l'exportation des hydrocarbures ! L'une des dernières expressions publiques qui a rappelé l'urgence d'une sortie ordonnée de la dépendance pétrolière est celle du FCE avec ses cinquante propositions. Les Algériens veulent du travail, ils veulent créer des richesses. Ils ne veulent plus rester prisonniers des filets sociaux. Le gouvernement, enfermé dans un autisme volontaire, a certainement du mal à entendre cette aspiration des Algériens. Cet autisme explique l'empressement du gouvernement à «placer» les emplois des Algériens en DTS du FMI.

Est-il raisonnable d'espérer que l'Algérie continue d'assurer son financement «à moyen et long terme» par l'exportation des hydrocarbures ? Le monde est en train de changer. Les majors pétroliers sont les premiers à investir dans les énergies de demain. Des énergies hautement technologiques, dont la maîtrise et l'acquisition se préparent aujourd'hui. Le pétrole ne vaudra-t-il encore quelque chose lorsque les énergies alternatives arriveront à maturité ? Question intéressante pour nos stratèges du financement à «moyen et long terme».

Créer l'amalgame

«L'Algérie exploite déjà des gisements non-conventionnels !» L'autre argument récurrent.

Qu'est-ce à dire ? Le gisement géant de Hassi-Messaoud présente des caractéristiques complexes qui rendent son exploitation dépendante du maintien d'un niveau élevé de pression dans le réservoir. Nous avons là deux mots-clés : pression, réservoir. De l'eau est continuellement injectée pour assurer le maintien de la production. Elle est injectée dans un réservoir hermétique (étanche, imperméable) pour augmenter la pression. C'est un procédé exceptionnel, mais où est le rapport avec les puits non-conventionnels de gaz de schiste creusés par fracturation ? Les deux mots-clés, cette fois, sont : schiste et fracturation. Le lecteur, quelle que soit sa formation aura compris la différence entre le «non-conventionnel» de Hassi Messaoud, où l'exploitation non-conventionnelle prend appui sur l'imperméabilité du réservoir ; et le «non-conventionnel» d'Ahnit, où l'imperméabilité des schistes est un obstacle à l'exploitation. L'eau injectée dans le réservoir de Hassi Messaoud est, à la limite, juste transvasée de l'Albien vers ce réservoir. Elle reste disponible. Alors que celle que le gouvernement envisage d'utiliser dans l'exploitation des gaz de schiste sera non seulement souillée, mais elle ira polluer l'ensemble de l'Albien. Elle sera perdue, et nous fera perdre toute l'eau du Sud.

Mentir sur les dangers

Les dangers qu'introduit la technique de fracturation hydraulique sont évacués d'un revers de main. «Il n'y a pas de danger.» «Toutes les précautions seront prises.» Circulez, y a rien à voir !

Au Etats-Unis et au Canada, l'exploitation des gaz de schiste a révélé toutes ses facettes. Contamination des nappes phréatiques, contamination de l'air par des produits volatils cancérigène et même létaux, fuites de méthane,...

En Angleterre, une corrélation a été établie entre l'usage de cette technique et l'apparition d'une activité sismique (moyenne) là où il n'y en avait pas du tout !

L'exploitation des gaz de schiste implique la réalisation de dizaines de milliers de puits. Nos spécialistes se gardent bien de faire un parallèle entre le nombre de forages qu'il faudra réaliser pour assurer la rentabilité de ce choix, et le

Par Mohand Bakir

nombre de forages réalisés en Algérie depuis les années 1950. Ce rapport est de quel ordre ? Il faudra réaliser mille fois plus de forages ? Dix mille fois plus, cinquante mille, cent mille fois plus ? Ce serait bien de la savoir.

Le sous-sol saharien contient deux éléments qui s'ils rentrent en contact provoquent des cataclysmes : l'eau et le sel. Sur les dizaines de milliers de puits qu'il faudra creuser, quelle sera la probabilité de reproduire la catastrophe du PKN32 ?

L'Amérique du Nord est riche en eaux de surface. Le risque pris sur les eaux souterraines, qui sont des eaux circulantes, est relativisé par la disponibilité des eaux de surface. La maîtrise des techniques de recyclage et de traitement des eaux souillées contribue à réduire les risques de pollution. Dans notre Sud, les gigantesques quantités d'eau qui y sont entreposées sont fossiles, des eaux non renouvelables. Les eaux de surface dont nous disposons dépassent à peine la quantité annuelle que nous pourrions prélever sur l'Albien, de l'ordre de 5 milliards de mètres cubes annuels. Il est clair que dans le cas de l'Algérie, le risque n'est pas «encaissable», il est un risque majeur !

Autarcie perfide

Comme si l'Algérie vivait dans une bulle coupée du monde. Tout l'argumentaire développé est expurgé de toutes les données des marchés énergétiques mondiaux. Quelle y est notre place ? Quelles peuvent en être les évolutions prévisibles ? Qu'avons-nous gagné avec l'apparition de l'exploitation des gaz de schiste ?

Financer notre économie par l'exportation des hydrocarbures. Telles seraient nos ambitions nationales pour l'horizon 2030 ou 2050 ? Quelle audace ! Mais même cette «ambition-là» n'est pas tenable. A cet horizon, il faut envisager que l'exportation de l'eau rapportera bien plus que celle des hydrocarbures ! Mais de quelle eau parlons-nous ? De celle que le gouvernement condamne à une pollution irréversible ?

M. B.

HOMMAGE

ERREUR D'ARBITRAGE

Amar Boukhalfi a quitté le terrain !

En apprenant la funeste nouvelle du décès de notre ami Amar Boukhalfi, dit Francis, j'ai d'abord pensé à téléphoner à sa compagne, Laurence, qui partageait sa vie depuis plus de deux décennies à Paris, tout près de la gare Montparnasse. Moment d'intense émotion lorsque j'ai entendu la voix de Francis lui-même, comme un petit signe de là-haut, vous promettant de vous rappeler dès son retour. Il ne le fera pas cette fois, il ne le fera plus, alors qu'il avait la sacro-sainte habitude de rappeler systématiquement ses correspondants enregistrés sur sa messagerie. Que ce soit lui, ou Laurence, vous aviez toujours quelqu'un au bout du fil, en direct ou en différé. Lorsqu'il me rappelait après une tentative infructueuse de ma part, ses premiers mots étaient invariablement : «Alors ? Où et quand est-ce qu'on se voit ? Tu ne me fais pas le coup de repartir en douce à Alger, comme la dernière fois, hein ?»

On finissait tout de même par trouver l'endroit et l'heure idoines, en général dans le quartier de Ménilmontant, sur les traces de Matoub, où il allait se ressourcer, au propre et au figuré, dans les bistrot de ses pays. On parlait, bien sûr, de l'Algérie, de Tizi-Ouzou sa ville, et de la JSK, son

équipe fétiche, à laquelle il avait lié son univers affectif. Il était surtout attaché à la génération des El-Kolli, Karamani, plus proche de la sienne, mais il ne négligeait pas pour autant les relèves successives.

«Chauvin, mais pas trop», disaient ironiquement de lui ses collègues de la rubrique sportive, où il était relativement esseulé entre «Mouloudéens» et «Usmistes». Comme il avait toujours le mot pour rire, et que ses crises de colère ne duraient jamais jusqu'au lendemain, on lui pardonnait volontiers ses coups de gueule. J'ai connu Amar Boukhalfi, bien avant qu'il ne devienne Francis, au stade Oukil-Ramdane de Tizi, vers la fin des années soixante. Il était venu en «supporter», en compagnie de Kader, le reporter sportif maison de la Chaîne II, pionnier du direct des stades en kabyle, et du regretté Ferhat Oumalou. Ils constituaient un joyeux trio, cocktail d'affabilité et d'humeur jubilatoire, qui n'avait pas besoin de «shaker» pour fusionner. Le résultat était certes plus visible et plus remontrant, lorsque la JSK gagnait, mais on n'était pas de caractère à se morfondre trop longuement en ce temps-là. Ami attentionné et commensal plus qu'agréable, Amar ne



Amar Boukhalfi.

s'est jamais incliné devant la morosité, l'aigreur et l'adversité. Mais, autant il était volubile et enjoué lorsqu'il parlait de son équipe favorite ou éreintait un confrère grincheux, autant il restait discret sur ses drames intimes. Ainsi, très peu dans son entourage savaient qu'il luttait depuis des années contre la cruelle maladie qui l'a emporté. Au début des années soixante-dix, je crois, il a tiré sa première révérence en se repliant sur Nice, d'où était originaire sa première femme. Nous avions régulièrement de ses nouvelles, et nous savions qu'il n'était pas très stable sur le plan professionnel, en dépit de ses aptitudes en tant que rédacteur et aussi

comme maquettiste. Il m'a raconté, plus tard, que durant des années, et à chaque fois qu'il y avait un plan de licenciement, on commençait par l'immigré algérien qu'il était. De guerre lasse, il a dû se résoudre à se naturaliser français, pour ne plus être la victime idéale des plans sociaux et pour s'ouvrir d'autres perspectives de carrière.

C'est ainsi qu'il passa le concours d'accès à la fonction de douanier, métier qu'il a exercé, de façon continue, jusqu'à son départ à la retraite en 2007. Pour tous les voyageurs algériens qui transitaient par l'aéroport Charles-de-Gaulle, il était «Francis l'officier de douane», affichant toujours une disponibilité sans faille envers ses compatriotes. Il avait gardé aussi de solides amitiés tant au sein de la presse qu'auprès des anciens cadres de la JSK qu'il retrouvait toujours avec plaisir à Paris, ou lors de ses fréquents déplacements à Tizi-Ouzou. Comme il n'était pas homme à rester inactif et qu'il fallait continuer de pays l'appartement récemment acquis sur la Côte-d'Azur, Francis a repris du service. Il a d'abord été gérant d'une résidence universitaire dans la banlieue nord de Paris, puis d'une autre, la résidence Jean-Dolent, perdue par l'Algérie et

Par Ahmed Halli

gagnée par les étudiants français. Il a finalement constaté que le retraité qu'il était commençait à ressembler à l'immigré surexploité des premières années, et il a claqué la porte. Durant deux ou trois ans, il a encore travaillé, comme administratif, dans un lycée parisien avant que la maladie ne l'oblige à renoncer à toute activité. Dans nos récentes conversations téléphoniques, il ne m'a jamais donné l'impression d'être un malade résigné et en fin de vie. Bien au contraire, il irradiait toujours la même bonne humeur et une foi inébranlable en l'avenir. Comme d'habitude, on s'est promis de se revoir, mais c'est lui qui m'a fait faux-bond cette fois-ci, et je me promettais d'enfoncer le clou à l'occasion. Le destin en a décidé autrement, mais je suis sûr qu'il ne s'est jamais résigné à quitter le terrain prématurément.

Et lorsqu'il l'a fait, c'est sous les clameurs des tribunes et avec les applaudissements de la foule. Je suis prêt à parier qu'il a gardé jusqu'au bout un moral de vainqueur, qu'il a perdu son dernier match, contre la maladie, avec le sourire, et sans pester outre mesure contre l'arbitrage.

A. H.